

Guide des arguments truqués en faveur de l'immigration de masse

Cet argumentaire, publié par le site britannique « [Migration Watch](#) » en mars 2015, décrit certains des arguments « tarte à la crème » souvent présentés en faveur de l'immigration de masse et démonte chacun d'eux par des faits. Première série des faux arguments les plus courants.

1- «L'immigration constitue un grand avantage économique»

Pendant de nombreuses années, le gouvernement britannique a affirmé que l'immigration ajoutait 6 milliards de livres par an au PIB. Cependant, la commission des affaires économiques de la Chambre des Lords¹, dans son rapport d'avril 2008, a déclaré que ce qui importait était PIB par tête. Les parlementaires ont ainsi conclu :

*"Nous n'avons trouvé **aucune preuve en faveur de l'argument**, avancé par le gouvernement, les entreprises et beaucoup d'autres, selon lequel l'immigration nette générerait d'importantes retombées économiques pour la population britannique autochtone".*

En janvier 2012, le Haut Conseil pour l'Immigration (« *Migration Advisory Committee* »)² est allé plus loin. Il a déclaré que même le PIB par tête exagérait le bénéfice de l'immigration parce que :

"Ce sont les immigrés eux-mêmes et non les natifs du pays d'accueil³ qui sont les principaux gagnants".

Ils ont indiqué que le PIB des natifs du pays d'accueil devrait être l'objectif principal [du gouvernement].

Ils ont admis que la population native bénéficiait des apports de productivité et d'innovation via les "effets dynamiques" d'une l'immigration qualifiée [à condition qu'elle le soit]. Ces effets existent et peuvent être non négligeables, mais ils sont difficiles à mesurer".

Dans leur rapport annuel sur la soutenabilité financière, l'Office pour la responsabilité budgétaire conclut en août 2013 :

"Dans notre tentative de synthétiser la vaste littérature sur l'impact de l'immigration sur le marché du travail et la productivité, nous n'avons pas trouvé de preuves décisives concernant l'impact de l'immigration sur la productivité et le PIB. La plupart de la littérature semble indiquer que les immigrés ont un effet positif, bien que non significatif, sur la productivité et le PIB".⁴

En ce qui concerne l'immigration en provenance de l'UE, une étude réalisée par le NIESR⁵ en 2011 a révélé que l'impact potentiel à long terme de l'immigration des pays de l'EU8⁶ sur le PIB par

tête devrait être «négligeable»⁷ allant de 0,17% à -0,17%. Toutefois, ce résultat évoquait un «ajustement pour l'âge à la hausse selon l'hypothèse que les migrants ont tendance à être en âge de travailler et d'être ainsi "contributeurs nets aux caisses de l'État". Des recherches ultérieures sur la contribution financière des immigrants au Royaume-Uni suggèrent que cette hypothèse pourrait bien être infondée.

2- «Les immigrants ne sont pas un problème car ils travaillent dur et paient des impôts»

Certaines des recherches limitées dans ce domaine avaient trouvé qu'il pourrait y avoir un petit impact fiscal positif de l'immigration. Néanmoins, selon le Comité économique de la Chambre des Lords "l'impact budgétaire [de l'immigration] est faible par rapport au PIB et ne peut pas être utilisé pour justifier l'immigration de masse".

Cependant, cette présomption d'un avantage fiscal même modéré a été complètement renversée depuis par une étude menée par l'University College de Londres (UCL), publiée en novembre 2013 qui a constaté que l'impact fiscal des migrants au Royaume-Uni entre 1995 et 2011 était en fait un coût net de 96 milliards de Livres⁸. Ce résultat est lui-même fondé sur un certain nombre d'hypothèses contestables et une évaluation de celles-ci par le site Migration Watch au Royaume-Uni suggère que le coût réel pourrait bien avoir été plus près de 148 milliards de Livres. Une version actualisée et approfondie de l'étude de l'UCL publiée en novembre 2014 a évalué le **coût des migrants au Royaume-Uni pour la période de 1995 à 2011 à un chiffre compris entre 115 et 159 milliards de Livres**⁹. L'analyse de Migrations Watch au Royaume-Uni se trouve donc dans l'intervalle recalculé par les universitaires de l'UCL.

3- « Les migrants sont moins susceptibles de demander des prestations sociales »

Les chiffres officiels du ministère britannique du travail, des affaires sociales et des retraites (« DWP ») montrent que les immigrants au Royaume-Uni sont moins susceptibles de bénéficier de prestations chômage. Mais une part importante du total des prestations sociales est versée à des personnes qui travaillent, en particulier les **crédits d'impôt et les allocations logement**. Les études montrent que les immigrants sont beaucoup plus susceptibles de bénéficier de ces avantages majeurs que la population générale¹⁰.

Argumentaire mis à jour le 19 mars 2015.

Libre traduction de l'Observatoire Migration, juillet 2015

1. House of Lords Select Committee on Economic Affairs, The Economic Impact of Immigration, April 2008, URL: <http://www.publications.parliament.uk/pa/ld200708/ldselect/ldeconaf/82/82.pdf>
2. Migration Advisory Committee, Analysis of the Impacts of Migration, January 2012, URL: <http://www.ukba.homeoffice.gov.uk/.../01-analysis-report/analysis-of-the-impacts>
3. Migration Watch distingue les immigrants des résidents. Nous traduisons la distinction par immigrants/natifs du pays d'accueil car les immigrants sont aussi des résidents (au sens où ils passent

plus de 6 mois par an dans le pays d'accueil. En revanche, ils sont nés étrangers dans un pays étranger d'où une distinction plus claire en utilisant pour les autres la notion de natifs du pays d'accueil.

4. Office for Budget Responsibility, Fiscal Sustainability Report, July 2013, URL:

http://budgetresponsibility.org.uk/wordpress/docs/2013-FSR_OBR_web.pdf, p. 148.

5. National Institute for Economic and Social Research : lien ici C'est le plus ancien institut non gouvernemental de recherche ou « think tank » dans le domaine économique et social en Grande Bretagne.

6. Pays issus de l'élargissement de 2004 : Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Lettonie, Estonie, Lituanie.

7. NIESR, Labour Mobility within the EU – The impact of enlargement and the functioning of the transitional arrangements, NIESR Discussion Paper No. 379, April 2011, URL:

http://www.niesr.ac.uk/pdf/270411_143310.pdf

8. Centre for Research and Analysis of Migration, 'The Fiscal Effects of Immigration to the UK', CDP No 22/13, November 2013, URL: [http://www.cream-](http://www.cream-migration.org/publ_uploads/CDP_22_13.pdf)

[migration.org/publ_uploads/CDP_22_13.pdf](http://www.cream-migration.org/publ_uploads/CDP_22_13.pdf)

9. Christian Dustmann and Tommaso Frattini, The Fiscal Effects of Immigration to the UK, The Economic Journal, 124: 580, November 2014. Soit entre 160 et 225 milliards d'euros en 17 ans (entre 9,5 et 13 milliards par an).

10. Drinkwater S and Robinson C (2013) "Welfare participation by Immigrants in the UK"

International Journal of Manpower, Vol 34 Issue 2, p100-112